

## Séance ordinaire du mardi 15 octobre 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Culture et culture scientifique

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

#### Absents / Excusés :

Flora LABOURIER

## Opéra Comédie - Procédure de classement au titre des monuments historiques - Approbation

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

L'Opéra Comédie de Montpellier est l'un des premiers opéras à l'italienne de France. En effet, dès 1752, la Ville de Montpellier, sous l'impulsion du gouverneur de Languedoc, le duc DE RICHELIEU, décidait de construire le premier théâtre montpelliérain. Son exécution fut confiée à Philippe MARESCHAL, ingénieur royal et directeur des fortifications de la province. Inauguré en 1755, il est victime d'un incendie en 1785, et reconstruit par les architectes DONNAT et LENOIR en 1788. Le nouvel édifice brûle à son tour en 1881. Le Conseil municipal vote alors sa reconstruction et lance un concours. Le jury, présidé par Alexandre LAISSAC, Maire de Montpellier, décerne le premier prix à l'élève de Charles GARNIER, Joseph-Marie CASSIEN BERNARD, qui assurera la réalisation de l'édifice dans sa configuration actuelle, inauguré en 1888.

Déclaré d'intérêt métropolitain par délibération du 22 octobre 2002, l'Opéra Comédie est aujourd'hui propriété de Montpellier Méditerranée Métropole (parcelle cadastrée HT 122). La parcelle HT 123 où se situe une dépendance du théâtre (transformateur électrique) est propriété de la Ville de Montpellier.

Soucieuse de la préservation et de la valorisation de ce patrimoine, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité que soit étudiée la demande de protection de ce monument emblématique au titre des monuments historiques, en 2020. L'Etat a validé ce classement.

Afin que l'arrêté de classement de l'Opéra Comédie au titre des Monuments historiques puisse être publié par l'Etat, le Conseil municipal doit approuver la demande de ce classement.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver la demande de classement de l'Opéra Comédie au titre des Monuments historiques réalisée par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre  
2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 25 octobre 2024**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20241015-277849-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/10/24  
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).